Projet de règlement grand-ducal

déclarant zone protégée d'intérêt national sous forme de réserve naturelle, la zone « Eppeldorf-Elteschmuer » sise sur le territoire de la commune de la Vallée de l'Ernz

Avis du Conseil d'État

(24 janvier 2016)

Par dépêche du 14 juillet 2016, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de l'Environnement.

Le texte du projet de règlement grand-ducal était accompagné d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière, ainsi que du dossier de classement comprenant l'avis du Conseil supérieur pour la protection de la nature, l'avis de la Chambre d'agriculture et l'extrait du registre aux délibérations du Conseil communal de la Commune de la Vallée de l'Ernz. La commune n'a reçu aucune réclamation contre la procédure.

Les avis de la Chambre des métiers et de la Chambre de commerce ont été communiqués au Conseil d'État par dépêches respectivement des 2 et 27 septembre 2016.

Considérations générales

La volonté de protéger la zone « Eppeldorf-Elteschmuer » remonte à plus de trente ans, sachant qu'elle figure déjà dans la déclaration d'intention générale de 1981.

Ladite zone figurait de nouveau comme zone de protection prioritaire dans le plan national pour la protection de la nature de 2007.

Le site fait partie de la zone protégée d'intérêt communautaire « Vallée de l'Ernz noire/Beaufort/Berdorf » (LU0001011).

La réserve naturelle portera sur une étendue de 12,09 ha.

Tel que son nom l'indique, la zone « muer » est une tourbière, une zone humide qui fut jadis un marais. Les auteurs espèrent pouvoir reconstituer le marais par les mesures de protection envisagées. Afin de pouvoir préserver la végétation de cette zone humide, il est essentiel que la zone ne s'assèche pas et que des mesures puissent être prises afin de prévenir ce phénomène. Le dernier assèchement date de 2014. Un autre risque est constitué par l'eutrophisation du site.

Suivant le dossier de classement, ce sont les drainages qui sont la

cause principale de l'assèchement. Le rapport estime encore que les terrains agricoles situés dans la zone devraient être reconvertis en prairies à exploitation. Dans son avis, le Conseil supérieur pour la protection de la nature explique que cette proposition a déclenché en son sein une discussion sur le principe de la conversion des terrains agricoles dans les zones Natura2000 et propose de compenser la conversion des terrains agricoles par des terrains se trouvant à l'extérieur de la zone Natura2000. La Chambre d'agriculture, quant à elle, craint que les mesures proposées dans le texte sous avis notamment la mise hors service des drainages « rendent les terres agricoles à moyen terme difficilement cultivables » et demande que les agriculteurs concernés se voient attribuer une juste indemnité.

Le Conseil d'État constate que l'exploitation agricole n'est pas interdite dans règlement grand-ducal en projet, mais il n'est pas en mesure d'évaluer si les terrains restent exploitables en tant que terrains agricoles avec les restrictions imposées. Dans la négative, il y a effectivement lieu de soumettre aux agriculteurs concernés une des deux solutions proposées. Or, le Conseil d'État note qu'aucun montant n'est prévu à cet égard dans la fiche financière lui soumise.

Examen des articles

Articles 1^{er} à 5

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Observation générale

À l'intitulé et au dispositif du projet de loi, il est indiqué d'écrire le terme « commune » avec une lettre « c » majuscule.

Préambule

Au premier visa, il est indiqué d'écrire :

« Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, et notamment ses articles 2 et 34 à 45 ; »

Au deuxième visa, le terme « décision » doit s'écrire avec une lettre « d » minuscule.

Le visa relatif à l'avis émis par le conseil communal doit précéder celui relatif à la fiche financière et doit se lire comme suit :

« Vu l'avis émis par le Conseil communal de la Commune de la Vallée de l'Ernz après enquête publique ; ».

Au sixième visa, il y a lieu d'écrire « Chambre d'agriculture ».

En ce qui concerne la référence relative à la consultation des chambres professionnelles, ce dernier est à adapter en fonction des avis effectivement

parvenus au Gouvernement au moment de la soumission du règlement grand-ducal en projet à la signature du Grand-Duc.

À l'endroit des ministres proposant, il faut mettre une virgule entre la référence aux ministres et l'indication de la délibération du Gouvernement en conseil, afin de lire :

« Sur le rapport de Notre Ministre de l'Environnement et de Notre Ministre des Finances, et après délibération du Gouvernement en conseil ; »

Article 1^{er}

Il y a lieu d'écrire correctement « la zone « Eppeldorf-Elteschmuer » sise sur le territoire de la Commune de la Vallée de l'Ernz, ».

Article 2

Aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, il convient d'ajouter les termes « d'intérêt national » après les termes « zone protégée » pour lire « zone protégée d'intérêt national ».

Article 3

Au point 3, il convient de supprimer le deuxième point-virgule.

Étant donné que le dispositif doit se suffire à lui-même, la mention d'un acte dans l'intitulé ou le préambule ne dispense pas de citer cet acte avec son intitulé complet ou, le cas échéant, abrégé lors de sa première mention dans le dispositif. Dès lors, au point 6 de l'article sous revue, il est indiqué d'écrire « loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ; ».

Ainsi délibéré en séance plénière, le 24 janvier 2017.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes